

Aux Etats-Unis, les Moms for Liberty lancent leur croisade conservatrice à l'assaut des écoles

L'organisation, qui se veut non partisane et revendique environ 120 000 membres, est courtisée par la droite américaine et des candidats aux primaires républicaines, mais peine à convaincre les parents et à obtenir une représentation au sein des conseils des établissements scolaires.

Par [Piotr Smolar](#) (Washington, correspondant), *Le Monde*, Publié le 29 novembre 2023

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/29/aux-etats-unis-les-moms-for-liberty-lancent-leur-croisade-conservatrice-a-l-assaut-des-ecoles_6202894_3210.html



Les fondatrices du groupe Moms for Liberty, Tina Descovich (au centre, à gauche) et Tiffany Justice (au centre, à droite), reçoivent le prix Patriot Award, à Nashville (Tennessee), le 16 novembre 2023. GEORGE WALKER IV / AP

La salle est pleine et l'atmosphère studieuse, sans débordement. Sur un comptoir, près de l'entrée, des livres aux couleurs chatoyantes sont exposés, livrés aux regards contempteurs du public. Il s'agit d'ouvrages dénoncés par l'organisation qui les accuse de corrompre les enfants à l'école. En cette fin septembre, l'organisation Moms for Liberty (M4L) ne se trouve pas en terrain conquis à Silver Spring, dans le Maryland, un Etat américain plutôt modéré. Pourtant, de nombreux parents, adhérents ou simplement curieux, sont venus écouter les intervenants parler de leurs droits, d'endoctrinement, de sexe et de manuels scolaires.

Sur scène, un militant canadien parle des bloqueurs de puberté ; une journaliste juive orthodoxe, autrice d'un livre intitulé *Stolen Youth* (« jeunesse volée », non traduit), évoque ses investigations. Des parents affligés apportent leur témoignage. Tandis qu'une caméra diffuse l'événement pour les adhérents à distance, près de 150 personnes sont réunies sous le regard satisfait de l'une des fondatrices du mouvement, Tiffany Justice, 44 ans. Cette mère de quatre enfants est devenue en trois ans une voix influente chez les conservateurs et une actrice-clé de la guerre culturelle engagée autour des écoles.

Moms for Liberty revendique environ 120 000 membres dans tout le pays. C'est peu par rapport aux deux syndicats d'enseignants, la National Education Association et l'American Federation of Teachers, qui regroupent près de 5 millions de personnes. Mais les M4L représentent une comète dans la constellation de la droite américaine, qui se mesure à sa luminosité médiatique intense. Avec près de 2,1 millions de dollars (1,9 million d'euros) de revenus enregistrés en 2022, cette organisation est tellement courtisée que cinq candidats républicains aux primaires ont planché sur l'éducation lors de sa conférence annuelle, en juillet. Parmi eux, Donald Trump, le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, et l'ancienne ambassadrice aux Nations unies, Nikki Haley.

L'organisation Moms for Liberty ne compte pas prendre position au cours de la campagne présidentielle à venir et se proclame non partisane. Elle se rêve en centre de recrutement et de formation, auprès d'un public pas forcément politisé. « *Près de 12 % de nos parents n'étaient même pas inscrits sur les listes électorales et 23 % n'avaient jamais participé à des primaires* », note Tiffany Justice. L'objectif est l'émergence d'une génération M4L, dont les membres postulent ensuite aux conseils d'éducation au niveau des États avant, éventuellement, de sauter le pas et d'envisager une carrière politique. On en est encore loin.

Dans [une étude publiée en octobre par la Brookings Institution](#) consacrée au mouvement Moms for Liberty, il apparaissait que celui-ci disposait du plus grand nombre de membres non pas dans des États conservateurs du Sud (la Floride mise à part), mais à New York et en Pennsylvanie. L'étude s'interrogeait sur l'impact électoral réel qu'avait l'organisation : « *A ce moment précis, nous ne savons vraiment pas ce que vaut un soutien des M4L.* » Mais notait : « *Même si elles ne parviennent pas à changer les résultats électoraux, elles peuvent efficacement placer les politiques conservatrices à l'agenda au travers de leur activité aux conseils scolaires.* »

Campagnes intolérantes et agressives

Début novembre, les résultats lors d'élections à ces conseils ainsi qu'au niveau des districts, tenus dans plusieurs États, ont été contrastés, voire décevants pour le mouvement. Dans l'Iowa par exemple, un seul des treize candidats soutenus par les M4L a été élu. Dans le district de Central Bucks, en Pennsylvanie, un renversement spectaculaire a eu lieu ; il était connu au niveau national depuis deux ans pour ses règlements très stricts, bannissant des livres pour leur contenu jugé trop explicite sur le plan sexuel, interdisant toute communication sur les communautés LGBT. Les cinq sièges convoités au sein du conseil ont été conquis par les démocrates au scrutin de novembre. Le zèle religieux et conservateur a fini par exaspérer de nombreux parents.

Au nom de la supposée protection des enfants, des campagnes intolérantes et agressives sont lancées localement. Selon l'organisation PEN America, 3 362 cas d'interdiction de livres en primaire et au collège ont été enregistrés aux États-Unis au cours de l'année scolaire 2022-2023, soit une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente. La Floride, à elle seule, sous les encouragements de son gouverneur, Ron DeSantis, a représenté 40 % des cas. En première place du classement des livres maudits figure *Tricks*, d'Ellen Hopkins – l'histoire de cinq adolescents tombant dans la prostitution –, suivi de *L'Œil le plus bleu*, premier roman de [l'écrivaine Toni Morrison ; la Prix Nobel de littérature](#) (1993) y narrait, en 1970, l'histoire d'une fillette noire de 11 ans qui rêvait d'avoir la peau plus claire et les yeux bleus.

« *Nous sommes au milieu d'une révolution culturelle dans notre pays, soit la démolition de la famille, de la foi et de la liberté* », assure Tiffany Justice. Celle-ci se garde d'employer le mot *woke*, qui restreindrait son audience. « *C'est un mot flou et ambigu, alors qu'il y a tant de sujets concrets à aborder.* »

Cette prudence à la tête du mouvement n'est pas adoptée à tous ses échelons. L'association Southern Poverty Law Center, spécialisée dans le recensement des discours de haine, a désigné Moms for Liberty comme un « *groupe extrémiste* ». Celui-ci, explique l'association, « *utilise ses multiples plates-formes sur les réseaux sociaux pour cibler les enseignants et les responsables scolaires, défendre l'abolition du département de l'éducation, promouvoir une propagande conspirationniste et diffuser une imagerie et une rhétorique haineuses contre la communauté LGBT* ».

Organisation décentralisée, mais avec une communication centrale maîtrisée, Moms for Liberty est victime de son propre succès. Elle n'a ni l'envie ni le temps de procéder à une vérification stricte de ses porte-voix locaux et les dérapages se multiplient.

A Miami (Floride), une membre a comparé les enfants s'identifiant comme LGBT à des autistes, en suggérant des classes séparées pour les accueillir. Dans l'Indiana, la lettre de l'antenne locale a repris une citation d'Adolf Hitler, censée mettre en garde les parents contre le contrôle de la jeunesse par un régime. A Cabot (Arkansas), une militante a été enregistrée lors d'une réunion en train de se plaindre d'un employé dans une bibliothèque scolaire en ces termes menaçants : « *Je vous le dis, si j'avais des problèmes mentaux, ils seraient tous fauchés sur-le-champ par une putain d'arme.* »

Ascension éclair

Crise de croissance naturelle ou extrémisme consubstantiel à cette organisation ? L'histoire récente des M4L est paradoxale, mélange d'opportunisme et d'idéologie. A l'automne 2021, un nouveau venu en politique, transfuge du milieu de la finance, [était parvenu à se faire élire gouverneur de Virginie face à un cacique démocrate, Terry McAuliffe. Glenn Youngkin](#) l'avait emporté en centrant sa campagne sur l'éducation, à la surprise générale. Son adversaire lui avait fait un cadeau involontaire, en déclarant : « *Je ne pense pas que les parents devraient dire aux écoles ce qu'elles doivent enseigner.* » Glenn Youngkin a saisi l'occasion de se poser en défenseur des parents, au nom d'un prétendu « *bon sens* ».

Ce scrutin a coïncidé avec l'ascension éclair du mouvement des Moms for Liberty, lancé huit mois plus tôt en Floride, relayé par les médias conservateurs. Son succès prend source dans l'ère Covid-19, marquée par la fermeture des écoles durant de longs mois, qui a provoqué un désastre éducatif aux Etats-Unis, comme le montrent les récentes évaluations en anglais et en maths. « *Les parents se sont tout à coup réveillés, ils avaient leurs enfants à la table de la cuisine et ont commencé à se préoccuper de ce qui leur était enseigné* », assure Tiffany Justice. Ce récit des origines, promu par les fondateurs des M4L, est évidemment exagéré. Mais il est vrai que le soupçon généralisé, colporté par les réseaux sociaux durant le Covid-19 contre toutes les institutions, a créé un terreau favorable pour ce mouvement.

Soudain, la colère, les frustrations et les craintes de certains parents ont trouvé une chambre d'écho. Dans cette approche de l'éducation, l'ennemi serait donc l'endoctrinement des enfants, avec ses cavaliers : les enseignants de gauche et leurs syndicats. Certains parents, pas forcément conservateurs, ont eu le sentiment que les bases éducatives – l'anglais, les mathématiques – étaient négligées, et qu'une approche plus idéologique s'imposait, focalisée sur la lutte contre le racisme et les programmes inclusifs des genres.

Les chaînes de télévision conservatrices, à commencer par Fox News, en ont fait un récit central sur leurs antennes. Pourtant, [une étude auprès de 13 000 personnes réalisée au printemps par le Gallup Center](#) a dessiné une autre Amérique. Plus des trois quarts (76 %) des personnes interrogées sont favorables à un enseignement de l'impact du racisme dans l'histoire du pays. Comme le rappelait cette étude, 241 mesures limitant cet enseignement ont été adoptées dans tout le pays depuis 2021. La guerre culturelle menée par une partie de la droite américaine mobilise peut-être des parents d'habitude peu engagés. Mais elle a aussi un effet repoussoir sur le reste de la société.

Une cancel culture à la sauce conservatrice : aux Etats-Unis, des livres renvoyés de l'école

Par [Raphaëlle Besse Desmoulières](#) , Le Monde, M le Mag, Publié le 20 mars 2022

Temps de Lecture 14 min. [Read in English](#)

Enquête - Même un monument comme « Maus », d'Art Spiegelman, en a fait les frais. Depuis la pandémie, les conseils d'école, qui choisissent les livres destinés aux élèves, intensifient la mise à l'index des ouvrages traitant de sexe, de genre ou de « race ». La résistance s'organise.

Mary Ellen Cuzela s'approche du pupitre en bois. Au micro, sa voix est parfaitement calme, mais une colère froide l'anime. Cette habitante de Katy, dans la banlieue de Houston (Texas), aux Etats-Unis, fait face aux membres du conseil d'école dont ses enfants dépendent. C'est une réunion de routine, une parmi d'autres, un soir de novembre 2021, mais, pour elle, c'est enfin l'occasion de se faire entendre. « *Nous avons besoin de votre aide et d'un plan d'action immédiat pour nettoyer les livres obscènes, vulgaires et pornographiques qui se trouvent actuellement dans les bibliothèques* » des établissements du district, lance-t-elle. Dans sa main droite, *Me and Earl and the Dying Girl*, de Jesse Andrews, que les lycéens de Katy peuvent trouver dans leurs écoles.



CAROLINE SIEURIN POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

Un roman où deux copains de terminale bidouillent un film pour une amie atteinte d'un cancer. « *Je veux savoir comment ce livre a été approuvé et qui l'a approuvé* », intime Mary Ellen Cuzela. Elle ouvre le livre, trouve la page qu'elle avait préalablement sélectionnée et lit quelques extraits, dont un dialogue entre les deux jeunes qui parlent de « *bouffer de la chatte* », avant que le narrateur note qu'il arrive souvent à l'un d'eux d'être « *vraiment grossier* ». Elle n'ira pas plus loin, l'affaire est entendue pour elle. « *Et ce n'est*

qu'un seul livre. Il y en a plusieurs centaines que nous devons vérifier dans nos bibliothèques », conclut-elle, sous les applaudissements.

Ce qui peut être lu – ou pas

La scène, filmée, a fait le tour des médias. La stratégie s'est avérée payante. En février, le conseil d'école avait retiré dix ouvrages, dont *Me and Earl and the Dying Girl*, sous prétexte de « vulgarité généralisée ». Texas, Arizona, Wisconsin, Colorado, Pennsylvanie, Floride, Illinois... Pas une semaine ne passe sans que la presse locale ou nationale ne se fasse l'écho d'un *banned book*, un livre supprimé d'un programme scolaire ou des rayonnages d'une école à la suite d'une plainte de parents. C'est une cancel culture à la sauce conservatrice. Sexe, identité sexuelle, genre, racisme, les prétextes sont multiples et les titres censurés nombreux, comme *Beloved*, de Toni Morrison, *La Servante écarlate*, de Margaret Atwood, *All Boys Aren't Blue*, de George M. Johnson, ou encore *La haine qu'on donne*, d'Angie Thomas.

Quelle n'a pas aussi été la surprise du dessinateur de bande dessinée Art Spiegelman d'apprendre, en janvier, que son *Maus*, [monument de la BD sur la Shoah, prix Pulitzer 1992, ne serait plus étudié](#) par les élèves de 4^e d'un collège du Tennessee. A l'unanimité, le conseil d'école a qualifié le contenu de « vulgaire » et d'« inapproprié » – pour huit gros mots et une image de femme nue. Dans le camp progressiste, les attaques existent aussi mais sont moins nombreuses. Le grand classique d'Harper Lee, *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur*, prix Pulitzer 1961, est ainsi régulièrement mis en cause ou proscrit pour « la mise en scène d'un personnage de "sauveur blanc" et la perception du vécu des personnes noires ».

Rouages essentiels d'un système éducatif public américain largement décentralisé, les conseils d'école sont composés de membres élus par la population dans la plupart des Etats. Ces *school boards* ont un rôle-clé : ce sont eux qui définissent les politiques éducatives et ce qui peut être lu – ou non. Dans un pays toujours aussi profondément divisé dix-huit mois après la défaite de Donald Trump et la victoire de Joe Biden, ces instances se sont transformées en nouveaux champs de bataille idéologique et les manuscrits sont pris en otage. Dans plusieurs Etats s'exprime la volonté de contrôler au plus près ce qui se passe dans les salles de classe.

Au nom des « valeurs de la communauté »

Ces dernières années, des projets de loi ont par exemple été déposés, au niveau local, pour interdire l'enseignement dans les écoles de sujets comme la *critical race theory*, que les républicains abhorrent. Cette notion, forgée dans les années 1970 et qui vise à montrer le caractère systémique des discriminations, est pourtant essentiellement étudiée à l'université. En Floride, un texte, surnommé par ses opposants « *Don't say gay* », vise à très fortement restreindre ce que les professeurs peuvent enseigner en termes « d'orientation sexuelle ou d'identité de genre ». Adopté par le Sénat et la Chambre des représentants de l'Etat, il n'attend que la signature du gouverneur, ce qui devrait être une formalité.

« Nous assistons à un phénomène nouveau autour de ce qu'on appelle la "critical race theory", qui est utilisée comme faux prétexte pour s'en prendre à des livres qui offrent des perspectives alternatives sur l'histoire du racisme et de l'esclavage. » Deborah Caldwell-Stone, de l'Association des librairies américaines

La triste palme du livre le plus ciblé a été remportée en 2020 et pour la troisième année d'affilée par *George*, d'Alex Gino, selon le décompte de l'Association des bibliothèques américaines (American library association). Le roman raconte l'histoire d'un petit garçon qui a une certitude : celle d'être une fille. Il est attaqué pour différents motifs : « contenu LGBTQIA + », « en conflit avec un point de vue religieux » ou encore parce qu'il ne reflète pas « les valeurs de la communauté ». En deuxième position se trouve *Stamped : Racism, Antiracism, and You* de Jason Reynolds et Ibram X. Kendi, qui critiquent la façon dont les Etats-Unis n'ont pas, selon eux, réussi à s'attaquer à la question du racisme dans le pays.

« Nous assistons à un phénomène nouveau lié à cette campagne politique autour de ce qu'on appelle la *critical race theory*, qui est utilisée comme faux prétexte pour s'en prendre à des livres qui offrent des perspectives alternatives sur l'histoire du racisme et de l'esclavage », dénonce Deborah Caldwell-Stone, une responsable de l'Association des librairies américaines. Cette dernière rappelle que le choix d'utiliser ces œuvres littéraires n'est pas le résultat d'un processus aléatoire.

« Il y a des critères fondés sur des objectifs éducatifs précis, explique-t-elle. Pour de nombreux élèves, la bibliothèque de l'école est la seule disponible. Les professionnels de l'éducation choisissent donc des livres qui répondent à leurs besoins sociaux et émotionnels. » Bibliothécaires et enseignants se retrouvent souvent bien seuls. La peur de la polémique, d'être calomnié, de perdre son emploi peut pousser certains à faire disparaître les manuscrits des étagères à la première contestation ou, tout simplement, à ne plus utiliser ceux qui sont les plus attaqués.

Une augmentation spectaculaire

La pratique des *banned books* n'est pas nouvelle. Sexe, avortement, théorie de l'évolution... : déjà, dans les années 1980, des écrits étaient mis à l'index par des parents mécontents. Vingt ans plus tard, la série des *Harry Potter* a connu le même sort un peu partout dans le pays. La raison ? Des familles chrétiennes dénonçaient une valorisation de l'occulte et de la sorcellerie. Mais une vigueur nouvelle s'exprime ces temps-ci. L'Association des bibliothèques américaines a recensé 330 manuscrits mis en cause ou interdits en quatre mois, entre septembre et décembre 2021. En 2019, dernière année au cours de laquelle les écoles ont été complètement ouvertes, avant la pandémie, elle en avait comptabilisé 377.

« Il y a des enfants déprimés, isolés et à risque partout. Il y a des gamins LGBTQ partout. Retrancher des livres de la bibliothèque scolaire n'y changera rien ; cela ne fera que leur rendre la vie plus difficile encore. » Bill Konigsberg, auteur de livres jeunesse

« Nous pensons que les chiffres vont doubler, indique Deborah Caldwell-Stone. Cela témoigne d'une augmentation spectaculaire. » A l'échelle d'un pays-continent, le chiffre peut sembler faible, mais chaque appel à la censure suscite un énorme écho sur les réseaux sociaux. En ligne, on trouve des argumentaires tout faits et des listes prêtes à l'emploi. [Celle de Matt Krause](#), élu républicain de la Chambre des représentants du Texas, a fait les gros titres à l'automne. Y sont répertoriés pas moins de 850 ouvrages qui « pourraient amener les élèves à ressentir de la gêne, de la culpabilité, de l'angoisse ou toute autre forme de détresse psychologique en raison de leur race ou de leur sexe ».

« Cinq des six romans que j'ai écrits sont sur cette liste », glisse Bill Konigsberg, auteur de livres jeunesse. L'écrivain de 51 ans, cheveux ras et barbe poivre et sel, en rigolerait presque s'il ne jugeait l'initiative désolante. « Ce qui est intéressant, c'est que le seul qui n'y est pas est celui dont le personnage principal est hétérosexuel. » Cet ancien journaliste sportif se souvient de sa propre adolescence dans un lycée du Bronx, à New York, où il a grandi, et du sentiment de solitude qui l'habitait. « Je savais que j'étais gay, mais c'était les années 1980, il n'y avait pas de livres ni de séries télévisées avec des gays. J'avais l'impression d'être le seul à vivre ce que je vivais, se remémore-t-il. C'est ce qui m'a poussé à écrire, pour que les adolescents comprennent que ce qu'ils expérimentent n'est pas anormal. »

Son dernier manuscrit, *The Bridge*, traite de la dépression et des pensées suicidaires chez les jeunes. Bill Konigsberg se dit « blessé » de voir qu'un couple texan a récemment jugé qu'il fallait l'interdire. Il leur a répondu dans une longue lettre publiée sur son site Internet. « Il y a des enfants déprimés, isolés et à risque partout, écrit-il. Il y a des gamins LGBTQ partout. Retrancher des livres de la bibliothèque scolaire n'y changera rien ; cela ne fera que leur rendre la vie plus difficile encore. »

Une machine bien huilée

Mais pour les détracteurs de ces publications, il y a urgence à agir et à s'organiser. « La pandémie a rendu les gens moins disposés à tolérer la différence, souligne Jonathan Friedman, de [l'association PEN America](#),

qui lutte pour la liberté d'expression. *Cette frustration ressort maintenant et cela risque de produire encore plus d'agressivité.* » En janvier 2021, Moms for Liberty est ainsi née en Floride. A sa tête, deux femmes, Tiffany Justice et Tina Descovich. Deux mères de famille de respectivement quatre et cinq enfants, elles-mêmes anciennes élues de leur conseil d'école.

« *On voyait arriver des parents vraiment très contrariés et on s'est dit qu'il fallait intervenir en amont, que ce n'était pas normal que ça se passe ainsi, qu'il fallait leur apprendre à utiliser le système qui devrait travailler pour eux* », raconte Tiffany Justice. La quadragénaire au brushing toujours impeccable est désormais difficile à joindre. Elle répond aux journalistes, au volant de sa voiture, entre deux rendez-vous. En un peu plus d'un an, Moms for Liberty, farouchement opposée au masque à l'école, est devenue une machine bien huilée qui revendique 174 groupes locaux et 70 000 à 75 000 adhérents.

« Nous sommes pour la liberté, d'ailleurs, les gens peuvent aller acheter ces livres en ligne ou dans une librairie. » Elana Yaron Fishbein, de No Left Turn in Education. « Les enfants qui n'ont pas d'argent, c'est dans une bibliothèque scolaire qu'ils ont accès aux livres. Donc si, c'est de la censure. » Bill Konigsberg, auteur de livres jeunesse

Les chiffres sont invérifiables, mais ses membres ont une réelle capacité à faire du bruit, souvent sur fond de polémique. « *Nous n'essayons pas d'interdire des livres, soutient Tiffany Justice. Mais les enfants ne doivent pas être exposés au sexe tout le temps. Or ces livres sont disponibles dans les bibliothèques des écoles primaires et des collèges. Pour nous, il est clair que ce sont les parents qui doivent en parler à leur enfant. L'important n'est pas de savoir s'il s'agit d'un homme avec un homme, d'un homme avec une femme ou d'une femme avec une femme, il s'agit du sexe en général.* »

Sur son site Internet, une autre organisation, No Left Turn in Education, répertorie les ouvrages « *utilisés pour diffuser des idéologies radicales et racistes aux élèves* », qui « *rabaissent notre nation et ses héros, révisent notre histoire et nous divisent en tant que peuple dans le but d'endoctriner les enfants avec une idéologie dangereuse* ». Sa fondatrice, Elana Yaron Fishbein, refuse de parler de censure. « *Nous sommes pour la liberté, d'ailleurs, les gens peuvent aller acheter ces livres en ligne ou dans une librairie* », affirme cette mère au foyer qui vit dans la banlieue de Philadelphie. « *Les enfants qui n'ont pas d'argent, c'est dans une bibliothèque scolaire qu'ils ont accès aux livres*, note l'écrivain Bill Konigsberg. *Donc si, c'est de la censure.* »

Un potentiel électoral certain

Moms for Liberty comme No Left Turn in Education se définissent comme des associations non partisans. « *Beaucoup d'Américains se sentent politiquement orphelins parce que les gens que nous avons élus nous ont laissés tomber*, considère Tiffany Justice, sympathisante des républicains. *Les parents devraient avoir le droit fondamental de diriger l'éducation de leurs enfants. Je me fiche que vous soyez démocrate ou républicain, si vous êtes à mes côtés et soutenez les droits parentaux, alors je voterai pour vous.* » Les politiques, eux, ont bien perçu le potentiel électoral de ce mouvement.

Le républicain Glenn Youngkin en a même fait un élément de sa campagne pour devenir gouverneur de Virginie, en novembre. Sa victoire incite certains de ses collègues conservateurs à se saisir de cette thématique en vue des élections de mi-mandat, en novembre. Les mères de famille, de banlieue notamment, sont particulièrement courtisées. « *Nous vivons actuellement une période de polarisation intense et une véritable guerre culturelle*, déclare Jonathan Friedman, de PEN America. *Beaucoup de politiciens pensent que c'est un sujet gagnant et n'hésitent pas à s'en servir. Le camp des conservateurs met beaucoup d'énergie dans cette affaire quand, en face, les libéraux ne s'attendaient pas à se battre sur ce terrain.* »

Jeffrey Henig, professeur de sciences politiques à l'université Columbia, est plus optimiste. Selon lui, il existe dans le pays « *une majorité silencieuse plus progressiste, plus cosmopolite* », opposée à la pratique des *banned books*. Il en veut pour preuve un sondage pour CBS News paru en février, selon lequel plus de huit Américains sur dix pensent que les ouvrages qui parlent du racisme, ont une lecture critique de l'histoire des Etats-Unis ou abordent des idées politiques avec lesquelles ils sont en désaccord ne devraient pas être

interdits dans les écoles. « *Pour le moment, ces personnes ne se mobilisent pas ou peu, mais cela pourrait changer au cours des prochains mois, lorsque les démocrates auront trouvé comment leur parler* », pointe l'universitaire.

Des poches de résistance

Ici et là, des petites poches de résistance apparaissent cependant. Face à des groupes tels que Moms for Liberty, d'autres émergent comme les Red Wine & Blue. « *On n'est plus dans les années 1950. Chaque enfant devrait être équipé pour le XXI^e siècle, ce qui signifie apprendre la vraie histoire (et non des contes de fées) et respecter les gens au-delà de nos différences* », proclame leur site Internet. Tous les mardis soir, rendez-vous est donné par visioconférence pour une formation « *troublemaking training* », ou comment apprendre pendant une heure à se mettre en ordre de marche quand des parents tentent de faire interdire un manuscrit.

A Austin, au Texas, deux élèves de 2^{de} ont également pris le taureau par les cornes. Comme un pied de nez à leur conseil d'école, Ella Scott et Alyssa Hoy, du haut de leurs 16 ans, ont lancé il y a quelques mois un Banned Book Club. Le petit groupe se retrouve tous les quinze jours dans la bibliothèque du lycée pour discuter d'un des romans mis au ban ces derniers mois par le conseil d'école. Contactées par visioconférence, les deux copines affichent à l'écran un grand sourire et une assurance de pro. « *Quand on a découvert la liste des livres, on a été très choquées*, raconte Ella, une brune aux yeux noisette. *Nous n'avons aucune idée de ce qui se passait, car ils n'ont jamais demandé leur avis aux élèves.* »

Leur dernière rencontre, en mars, était consacrée à *Out of Darkness*, d'Ashley Hope Pérez, une histoire d'amour dans les années 1930 entre un jeune Afro-Américain et une adolescente mexicaine au Texas. Petite fierté supplémentaire : des exemplaires du manuscrit avaient été envoyés par l'autrice, qui avait repéré leur compte Instagram. « *C'est important de permettre aux élèves d'avoir la possibilité de lire ces livres, ils nous ouvrent de nouvelles perspectives*, estime Alyssa. *Ce n'est pas grave si tout le monde ne les lit pas. Mais il faut qu'ils reviennent dans nos salles de cours.* »

Des éditeurs sont à la manœuvre. Le PDG de Penguin Random House, Markus Dohle, a récemment annoncé qu'il ferait don de 500 000 dollars (452 000 euros) à PEN America pour lutter contre les mises à l'index. Selon lui, il y va « *de l'avenir de notre démocratie* ». Les lecteurs, aussi, n'hésitent pas à réagir. Ils se sont rués sur *Maus*, après la mauvaise publicité qui lui a été faite. En quelques jours, la BD d'Art Spiegelman s'est installée dans la liste des meilleures ventes du *New York Times*. Deux mois plus tard, elle est toujours en rupture de stock sur le site américain d'Amazon.